



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'ASEAN

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE SINGAPOUR

N° 47 (2022)

Faits saillants

- ❖ Thaïlande : croissance de 4,5% au T3 en g.a.
- ❖ Singapour : révision à la baisse des prévisions officielles de croissance en 2022 et 2023
- ❖ Malaisie : nomination d'Anwar Ibrahim à la tête du gouvernement

❖ LE CHIFFRE À RETENIR

500 M\$

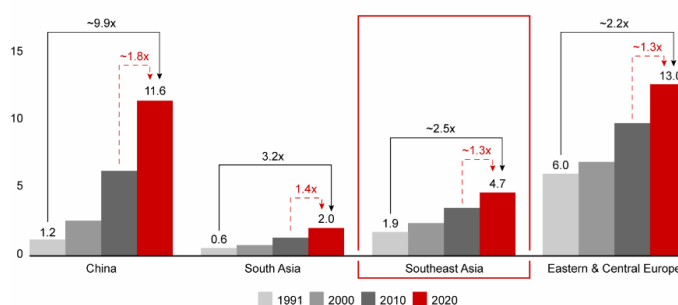
Prêt accordé par le BAsD pour soutenir le programme de réforme des entreprises d'État indonésiennes.

Région

Le fort potentiel de croissance de la région souligné par une étude de Bain & Company et Monk's Hill Ventures

Selon une étude publiée par Bain & Company et Monk's Hill Ventures, l'Asie du Sud-Est constitue une zone émergente plus attractive qu'estimée par les investisseurs, compte tenu de sa croissance historiquement élevée, de l'intensification de la rivalité entre la Chine et les États-Unis, et de sa démographie. Entre 1991 et 2020, l'Asie du Sud-Est a en effet connu une croissance forte et régulière, le revenu par habitant ayant été multiplié par 2,5. Pour Bain & Company, l'impact de la conjoncture globale est moins grave pour la région que pour les autres régions émergentes (à l'exception du Moyen-Orient), ce qui la rend comparativement plus attractive. Le rapport met également en évidence le rôle essentiel que joueront dans l'avenir de cette région les bouleversements technologiques. Les investisseurs sous-estiment le levier de croissance que représentent ces bouleversements technologiques pour la croissance régionale : la hausse des investissements, de la concurrence, de la productivité et de l'inclusion de technologies disruptives, l'amélioration de l'éducation et des infrastructures.

Real GDP per capita (US\$ K, sorted by size of regional GDP)



Sources: Euromonitor; World Bank

La Chiang Mai Initiative, un filet de sécurité supplémentaire face aux pénuries de liquidités selon l'AMRO

Dans le contexte de récession mondiale, l'AMRO, institut de recherche macroéconomique de l'ASEAN+3 (Chine, Japon, Corée), préconise le renforcement des outils de coopération régionale en matière de stabilité financière. En cas de nouvelles sorties de capitaux des marchés émergents, l'ASEAN+3 est ainsi encouragée à recourir à des mécanismes de précaution déjà existants et à les renforcer. La région ASEAN+3 dispose en particulier d'un mécanisme de prévention, appelé « Chiang Mai Initiative Multilateralisation Precautionary Line » ou « CMIM-PL ». Si les Philippines et l'Indonésie font partie des pays pouvant en bénéficier, ils disposent encore à ce jour de réserves de change suffisantes pour ne pas y recourir - 7,5 mois d'importations pour les Philippines, 5,8 pour l'Indonésie.

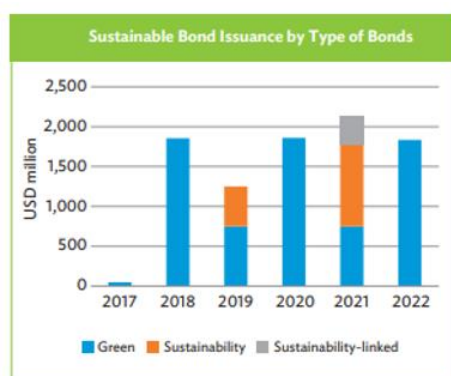
Indonésie

Prêt de 500 M USD de la BASD pour soutenir la réforme des entreprises d'Etat

Le 17 novembre, la Banque Asiatique de Développement (BASD) a accordé un prêt de 500 M USD pour soutenir le programme de réforme des entreprises d'Etat indonésiennes. La Banque allemande de développement KfW participe également à hauteur de 295,86 M USD. Le programme vise à soutenir la réduction du nombre d'entreprises d'Etat, tout en les obligeant à se concentrer sur leurs activités de base afin qu'elles puissent être financièrement viables et fournir efficacement des services publics essentiels. Il soutient également des mesures visant à renforcer leur gouvernance d'entreprise. En 2021, l'Indonésie comptait plus de 100 entreprises d'Etat, avec des actifs combinés de 610 Mds USD. D'après les derniers chiffres de la BASD, ces entreprises représentent un pourcentage inférieur à 10% du PIB : 8% en 2013 ; 6% en 2017.

L'Indonésie, pays précurseur en matière d'obligations durables

L'Indonésie a fait son entrée sur le marché des obligations thématiques avec l'émission de sukuk verts (obligations islamiques) en 2018, suivie d'émissions annuelles les années suivantes. Le pays a émis la première obligation souveraine de la région d'Asie du Sud-Est liée au développement durable. Et il a également été précurseur en 2021, avec la première émission souveraine liée aux ODD (Objectifs de Développement Durable). En mai 2022, l'émission de sukuk verts avait permis de lever un total de 5 Mds USD à l'échelle mondiale, et de 830 M USD sur le marché de détail.



Number of Sustainable Bond Issuance by Type of Bonds and Year						
Type of Sustainable Bonds	2016-2018	2019	2020	2021	January to June 2022	Total
Green	7	1	3	1	3	15
Social						
Social-COVID-19						
Sustainability		1		3		4
Sustainability-linked				1		1
Transition						
Total	7	2	3	5	3	20

Modification de la formule de calcul du salaire minimum pour 2023

Le gouvernement a publié le règlement n°18/2022 sur le nouveau salaire minimum pour 2023. La nouvelle formule intègre l'inflation et la croissance économique dans son calcul du salaire minimum, ce qui entraînerait une augmentation de ce dernier plus importante qu'avec la formule existante. Cependant, cette augmentation relative est plafonnée à 10%. Sur la base de cette nouvelle formule, les gouverneurs sont tenus d'annoncer le salaire minimum provincial pour 2023 d'ici le 28 novembre 2022. Cette décision, fustigée par les employeurs et saluée par les syndicats, s'explique par la volonté du gouvernement à donner plus de pouvoir d'achat aux travailleurs. Mais ce règlement ne concerne que l'année 2023, le gouvernement reviendra ensuite à la formule existante (règlement n°36/2021).

Malaisie

Nomination d'Anwar Ibrahim à la tête du gouvernement

Le Roi a nommé le 24 novembre Anwar Ibrahim, président du Pakatan Harapan, coalition d'opposition réformiste arrivée en tête des élections générales du 19 novembre, au poste de Premier ministre. Ce dernier devra former un gouvernement d'union qui associera le Barisan Nasional, coalition politique contrôlée par l'UMNO, le grand perdant de ces élections. La composition et le programme du gouvernement ne sont pas encore connus et la présentation d'un nouveau projet de Budget 2023 n'interviendra pas avant le 19 décembre, date du vote de confiance au Parlement.

Création d'un nouveau fonds souverain

Le Sarawak, Etat malaisien situé sur l'île de Bornéo, a entériné la création d'un fonds souverain, pourvu d'une dotation initiale de 8 Mds MYR, soit environ 1,7 Md EUR. Ce fonds aura pour objectif de diversifier les sources de revenus de l'Etat dans la perspective d'une baisse des recettes liées à l'exploitation des hydrocarbures.

Singapour

Révision à la baisse des prévisions officielles de croissance en 2022 et 2023

Le 23 novembre, le ministère du Commerce et de l'Industrie (MTI) a publié ses nouvelles estimations de croissance du PIB de Singapour. Compte tenu de la performance de l'économie au cours des trois premiers trimestres de l'année (+4,2% en glissement annuel), ainsi que des derniers développements extérieurs et intérieurs, la prévision de croissance du PIB de 2022 pour Singapour a été ramenée à +3,5%, contre [+3,0 à +4,0%] précédemment. Par ailleurs, en 2023, les autorités tablent désormais sur une croissance moins élevée, entre +0,5 et +2,5%. Les taux de croissance du PIB de la plupart des grandes économies devraient en effet continuer à se modérer en 2023 par rapport aux niveaux de 2022, avec de forts ralentissements prévus aux États-Unis et dans la zone Euro. En 2023, les perturbations de l'offre mondiale devraient se poursuivre l'année prochaine en cas de guerre prolongée en Ukraine, même si l'ampleur et la fréquence des perturbations devraient diminuer.



L'inflation sous-jacente en baisse pour la première fois en 8 mois

La jauge d'inflation de base de Singapour a diminué pour la première fois en huit mois en octobre, donnant aux décideurs des raisons de s'abstenir de resserrer à nouveau la politique monétaire dans un contexte de risques croissants pour la croissance économique. L'inflation de base ou « sous-jacente », qui exclut le transport et le logement privés et qui est étroitement surveillée par la banque centrale, a augmenté de 5,1% par rapport à l'année précédente, selon un communiqué conjoint publié mercredi par l'Autorité monétaire de Singapour (MAS) et le ministère du Commerce et de l'Industrie. Ce chiffre est inférieur à la prévision médiane des économistes, qui estimaient une hausse de 5,3%, ainsi qu'au taux de septembre, qui était le plus élevé depuis novembre 2008. Par ailleurs, l'inflation globale en octobre s'est établie à +6,7% en glissement annuel, contre +7,5% en octobre.

Singapore Airlines : vols supplémentaires vers l'Asie

Dans le cadre d'un remaniement, Singapore Airlines ajoutera des vols vers l'Asie de l'Est et du Sud-Est à partir du début de l'année prochaine et réduira certains services américains, tout en modifiant les itinéraires et la répartition des avions afin d'avoir une longueur d'avance sur ses rivaux, les pays ayant assoupli leurs restrictions sur les voyages. La compagnie singapourienne a déclaré le 22 novembre qu'elle reprendra ses vols vers Busan en Corée du Sud et augmentera ses services vers l'Australie à bord de superjumbos Airbus SE A380. Elle réduira également ses services vers Los Angeles, Houston et Seattle, et utilisera un Boeing 777 vers New York, au lieu d'un A380. Le nombre de sièges à destination des États-Unis restera en revanche supérieur à celui d'avant la pandémie.

Vietnam

Risque sur le marché de l'immobilier

Il existe actuellement un décalage entre l'horizon de prêt accordé par les banques et les détenteurs d'obligations aux promoteurs immobiliers (2 à 3 ans en moyenne) et le moment où un projet immobilier génère des revenus (5 ans en moyenne). Le secteur fait face à un manque de liquidités, également devenues plus chères avec la hausse des taux d'intérêts, faisant pointer le risque de défaut de paiement dans le secteur (qui représente 10% du PIB, à comparer à 30% en Chine) et de contagion dans le reste de l'économie. Les conditions d'accès aux capitaux se sont par ailleurs durcies après des émissions d'obligations frauduleuses, qui ont conduit à la méfiance des investisseurs, au durcissement du cadre réglementaire quant aux émissions d'obligations (décret 65 adopté fin 2022) ainsi qu'à des limites plus strictes sur les crédits accordés (les financements accordés restent toutefois inférieurs au Vietnam, à 26,6% du PIB, à comparer à 46,4% en Chine) créant un cercle vicieux sur l'accès aux capitaux. Afin de débloquer la situation, le Premier ministre vietnamien a mis en place un groupe de travail, et demande l'augmentation des plafonds de crédits appliqués aux banques commerciales, pour l'instant fixés à 14%. Le nombre de transactions a chuté de plus de 50% en glissement annuel au troisième trimestre 2022, situation qui devrait se prolonger jusqu'au deuxième trimestre de 2023.

Hausse des taux de rémunération des dépôts bancaires

Suite à la demande du Premier ministre vietnamien d'augmenter les quotas de crédits, le secrétaire général de l'Association des banques du Vietnam, Nguyen Quoc Hung, a averti que les banques commerciales pourraient ne pas disposer de suffisamment de capitaux pour accorder de nouveaux prêts. Les difficultés éprouvées par les banques pour attirer de nouveaux capitaux s'observent d'ores et déjà : VPBank a augmenté, la semaine dernière, ses taux de rémunération des dépôts à 9% (+0,2% à +0,4%), Vietinbank à 8,2% (+0,8%) pour les dépôts en lignes, et SCB à 10% (+0,45%), soit le taux le plus élevé du système bancaire.

Déploiement du commerce électronique vietnamien : favoriser l'intégration aux chaînes de distribution internationales

Dans le but d'élargir les marchés d'exportation et de multiplier les réseaux de distribution au niveau transfrontalier mais aussi international, le gouvernement vietnamien cherche à encourager l'utilisation du commerce électronique. En effet, la semaine dernière a été approuvé un projet de l'Agence vietnamienne pour le commerce électronique et l'économie numérique (ministère de l'Industrie et du Commerce) visant à favoriser la participation directe des entreprises vietnamiennes aux réseaux de distribution internationaux, à horizon 2030. Plus spécifiquement, le Vietnam souhaiterait que ses produits soient présents dans l'ensemble des pays avec lesquels il a conclu des accords de libre-échange. Afin de faciliter cette transition, 40 000 entreprises devraient être soutenues notamment via des formations et du conseil ; une sélection de 10 000 produits devrait bénéficier d'un soutien spécifique pour intégrer les réseaux mondiaux. Afin de développer les compétences nationales en commerce électronique, le gouvernement travaille avec diverses plateformes telles qu'Amazon, Alibaba, Google, Shopee, Lazada, ainsi que les plateformes vietnamiennes Tiki et Voso. L'accent est particulièrement mis sur la promotion des ventes de produits agricoles.

Thaïlande

Croissance de 4,5% au troisième trimestre tirée par le reprise du tourisme

Tirée par le rebond du tourisme (7,6 M depuis le début de l'année contre 427 000 en 2021), la croissance économique s'est inscrite en forte hausse au troisième trimestre (4,5% en glissement annuel), après avoir cru de 2,5% au deuxième trimestre. Fort de ces résultats, les prévisions de croissance pour l'année ont été portées à 3,2% par le National Economic and Development Council (NESCD) soit au haut de la fourchette retenue pour les prévisions antérieures qui étaient entre 2,7% et 3,2%. Les projections du NESDC pour 2023 sont de 3 à 4%. Les prévisions à terme d'accueil de touristes internationaux sont de 10 M en 2022 et 18 M en 2023, encore donc très en deça du record de 39 M atteint en 2019.

Exécution du budget 2021-2022

Au cours de l'année fiscale 2021-2022 allant du 1^{er} octobre 2021 au 30 septembre 2022, la collecte des recettes fiscales a été supérieure de 150 Mds de THB (4,2 Mds USD) aux objectifs fixés et a atteint 2 500 Mds THB (69,9 Mds USD). Les dépenses publiques se sont élevées à 2 900 Mds de THB (81,0 Mds USD), soit un niveau moindre que celui budgété qui était de 3 100 Mds de THB (86,6 Mds USD).

Philippines

Maintien par S&P de la notation à BBB+/A-2 en perspective stable

Le 17 novembre, l'agence S&P Global Ratings a annoncé le maintien de sa notation du crédit souverain pour les Philippines, soit BBB+ pour le crédit long-terme et A-2 pour le court-terme, en perspective stable. Selon S&P, cette notation reflète le potentiel de croissance de l'archipel, dont la reprise économique est portée par la solidité de la demande intérieure. En octobre 2022, les réserves internationales atteignent 94 Mds USD (+1,1% par rapport à septembre), soit l'équivalent de 7,5 mois d'importations. L'agence prévoit une amélioration de la situation budgétaire des Philippines au cours des 24 prochains mois, en lien avec les objectifs fixés par la stratégie budgétaire à moyen-terme (MTFF) du gouvernement couvrant la période 2022-2028. Le gouvernement soutient la poursuite des réformes fiscales initiées en 2017, via une réforme des taxes sur les services et les transactions financières (PIFITA) et des taxes foncières (Valuation Reform Act). Le MTFF prévoit la réduction du déficit budgétaire à 6,1% du PIB en 2023 (contre 7,6% en 2022), puis 5,1% en 2024.

Portefeuille d'aide publique au développement de 32,2 Mds USD en 2021

Selon un rapport de l'Autorité nationale de développement économique (NEDA), le portefeuille d'aide publique a augmenté de 5,0% en 2021, pour atteindre 32,2 Mds USD (dont 93,5% de prêts) soit 8,2% du PIB. Aux Philippines, l'aide publique au développement est principalement dirigée vers les secteurs des infrastructures (43,5%), du soutien aux réformes (gouvernance, réformes fiscales et juridiques) et au développement des ressources humaines (27,7%), et de l'éducation, la culture, la santé, et la gestion de l'eau (19,4%). Les principaux bailleurs sont le Japon (32,1%), la Banque asiatique de développement (27,9%), la Banque mondiale (23,8%) et la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (4,7%). En 2021, les Philippines ont bénéficié de 6,6 Mds USD d'engagements supplémentaires, dont 43,7% pour la Banque mondiale, 33,6% pour la BASD, 8,3% pour l'AIIB et 4,3% pour la France.

Perte de 3 places au classement de l'indice de corruption de Global Risk Profiles

En 2022, les Philippines se classent 105ème sur 196 au classement du Global Corruption Index de l'entreprise Global Risk Profiles (GRP) avec un score de 47,95, soit -3 places par rapport à 2021 (évaluation du risque « modéré »). Selon GRP, le déblocage de financements, d'aides et publiques et facilités de crédit exceptionnelles pour lutter contre la pandémie a favorisé les pratiques de corruption et les fraudes (dépôts de dossiers avec usages de faux, pots-de-vin).

Cambodge

Légère dégradation de la note de Moody's

L'agence vient de dégrader la note du Cambodge pour ses emprunts en riel et en devise en raison du creusement du déficit de sa balance courante. La note cambodgienne reste à B2, mais passe de perspective stable à négative. Moody's estime que le risque augmente que le Cambodge, dont la croissance est bien répartie, voit ses réserves s'éroder. Elles sont en baisse et représentent 6,3 mois d'importations au T2-2022. Et, précisément, on peut partager les préoccupations de Moody's sur le fait que les statistiques sont disponibles avec retard et restent imparfaites, sans parler de problèmes de gouvernance. À plus court terme, on observe que la croissance cambodgienne dépend largement d'exportations concentrées vers des marchés connaissant un ralentissement économique (UE et Etats-Unis) et d'une reprise du tourisme encore lente. On note toutefois que les IDE et l'aide publique au développement couvrent les besoins du pays et permettent d'équilibrer la balance des paiements.

Le secteur du tourisme soutenu par la France

L'Agence française de développement (AFD) a accordé 11 M EUR de prêt concessionnel pour la construction d'une école professionnelle de tourisme à Phnom-Penh et d'une dans la province de Preah Sihanouk ainsi que 1,5 M EUR de don au Programme de renforcement des capacités commerciales du tourisme (TCBP), une initiative portée par le ministère cambodgien du Tourisme. Ces financements visent à soutenir le renforcement des compétences tant des institutions que du personnel travaillant dans le tourisme afin de soutenir la reprise du secteur. Le Cambodge a accueilli 1,2 million de touristes internationaux au cours des 9 premiers mois de cette année, en hausse de 800% par rapport à 2021. Le nombre de visiteurs étrangers pourrait atteindre 2 millions d'ici la fin de l'année (contre 6,6 millions en 2019). En 2028, prévisions sans doute un peu hasardeuses, le ministère du Tourisme espère atteindre 7,5 millions de visiteurs.

Poursuite du développement de la BRED

Ayant commencé ses activités au Cambodge en 2017, la BRED vient d'y ouvrir, lundi dernier, une agence bancaire à Kampong Cham (nord de Phnom-Penh). L'inauguration s'est faite en présence de Jacques Pellet, ambassadeur de France, de RATH Sovannorak, gouverneur assistant et directeur général de la supervision bancaire à la Banque nationale du Cambodge ainsi que de LY Sararith, vice-gouverneur de la province de Kampong Cham. C'est la 14^{ème} agence de la banque, qui emploie ainsi près de 400 personnes au Cambodge. La BRED, seule banque européenne présente au Cambodge, prévoit l'ouverture de nouvelles agences en 2023.

Laos

La dette publique laotienne à 100% du PIB fin décembre 2022

Le Laos est confronté à des défis liés à la forte dépréciation de la monnaie locale (68% tant à l'égard du dollar que du Baht depuis 1 an) et à une inflation élevée (38% en glissement annuel en octobre). Cela pèse sur la consommation et donc sur la croissance, poussant les familles à réduire leurs dépenses de santé, d'éducation et même alimentaires. Quant à l'endettement public (dette et garanties), il dépassera les 100% du PIB d'ici la fin de l'année. Dans son dernier rapport sur le Laos (Lao Economic Monitor for October 2022 : Tackling Macroeconomic Vulnerabilities), la Banque mondiale a abaissé ses prévisions de croissance économique pour 2022 à 2,5%, contre 3,8% précédemment. Elle pousse à des réformes comme accroître les recettes fiscales pour financer protection sociale et éducation, améliorer la gouvernance des investissements en PPP ainsi que celle des entreprises d'Etat, restructurer la dette à travers des négociations multi-bailleurs ouvertes, améliorer l'environnement des affaires et promouvoir les exportations via des réformes réglementaires... Pour mémoire, la dette publique était de 59% en 2019. Et ce sont les secteurs de l'énergie et des transports qui composent les deux tiers de l'encours de la dette.

Développement de système de paiement transfrontalier avec le Cambodge

La Banque du Laos et la Banque nationale du Cambodge ont signé le 21 novembre un protocole d'accord pour développer les systèmes de paiement et transferts transfrontaliers. Les deux banques centrales ont choisi de travailler avec la banque ACLEDA, première banque commerciale du Cambodge, pour mettre en œuvre ce projet. Selon IN Channy, président-directeur général d'ACLEDA, les systèmes bilatéraux entre les deux pays seront développés en connectant le système Bakong, géré par la Banque nationale du Cambodge (40 institutions bancaires et financières) au système Lap Net géré par la Banque du Laos (30 membres). ACLEDA assurera la compensation du système. Le projet devrait être achevé dans les six mois de la signature de l'accord. Pour mémoire, la banque ACLEDA a déjà développé un système pour le paiement transfrontalier entre le Cambodge et la Thaïlande, toujours à partir de la plateforme Bakong (et PromptPay pour la Thaïlande).

Birmanie

Sortie de la banque australienne ANZ

La banque australienne ANZ a annoncé son retrait de Birmanie début 2023 en raison de complexités opérationnelles croissantes. ANZ a ouvert sa succursale en 2015 et sera la première à se retirer du pays après son inscription sur « liste noire » par le GAFI. Les révélations du groupe activiste Justice For Myanmar, qui avait exposé les liens de la banque australienne avec Innwa Bank, une filiale du conglomérat économique Myanmar Economic Corporation (MEC), sous sanctions de l'UE et des Etats-Unis, ont également dû contribuer à cette décision.

Coopération entre la Birmanie et la Russie

Une délégation birmane conduite par le ministre de l'Électricité et le ministre des Sciences et de la Technologie s'est rendue en Russie pour le Forum « ATOMEXPO 2022 ». Le ministère de l'Électricité birman a signé un protocole d'entente avec la société nucléaire d'Etat russe Rosatom pour une étude de faisabilité pour construire une centrale électrique utilisant l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. Un accord de non-divulgaration a été signé séparément visant sur la petite centrale hydroélectrique, de l'énergie éolienne, des centrales nucléaires et des ressources humaines. Dans le domaine des sciences, le ministère des Sciences birman a signé un accord avec Rosatom pour l'établissement d'un centre d'information sur la technologie nucléaire à Rangoun.

Le ministre des Transports et de la Communication s'est également rendu à Moscou pour assister à la « 16th International Forum and Transport Week 2022 ». Un accord pour une liaison aérienne a été signé entre les deux administrations de l'aviation civile. La compagnie aérienne privée Myanmar Airways International prévoit de lancer des vols directs entre la Russie et la Birmanie, notamment Rangoun-Vladivostok, Rangoun-Novosibirsk et Rangoun-Krasnoyarsk début 2023. Des échanges ont également porté sur la coopération bilatérale pour le développement du secteur ferroviaire.

Nouvelles règles sur l'importation des véhicules électriques à batterie

Dans le cadre du projet pilote, le ministère du Commerce a annoncé les règles relatives à l'importation de véhicules électriques à batterie (BEV) à des fins d'utilisation personnelle, et pour les autobus et camionnettes. Cette réglementation sera en vigueur du 1^{er} janvier au 31 décembre 2023. Une dérogation tarifaire douanière à 0 sera appliquée sur ces véhicules de tous types, « completely built-up (CB) », « completely knockdown (CKD) » et « semi-knockdown (SKD) ». L'importation des véhicules a été suspendue par les autorités depuis octobre 2021 afin de prioriser l'allocation des devises étrangères.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Hervé OCHSENBEIN

Rédacteurs : Esma LAOUADI, Olivia PEZARD, Eva THACH

Avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille, Rangoun et Phnom Penh

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du SER de Singapour

Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut être en aucun cas tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Pour s'abonner : esma.laouadi@dgtrésor.gouv.fr ; olivia.pezard@dgtrésor.gouv.fr ;

eva.thach@dgtrésor.gouv.fr



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité